

## Législation et réglementation

### I. Décrets

- Décret n° 2001-703 du 31 juillet 2001 modifiant le code du travail et le code général des impôts en application de la loi n° 2001-152 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale . . . . . 887
- Décret n° 2001-631 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale . . . . . 887
- Décret n° 2001-704 du 31 juillet 2001 modifiant le décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 pris en application de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances . . . . . 888
- Décret n° 2001-828 du 4 septembre 2001 pris pour l'application de l'article 19-3 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives . . . . . 890

## Réponses des ministres aux questions écrites des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat

### I. Entreprises

- Notion d'entreprise, statut du chef d'entreprise . . . . . 893

### II. Associations

- Transparence : modification de la réglementation (non) . . . . . 894
- Régime fiscal : association d'utilité sociale, exonération d'impôt, plafonnement . . . . . 895

## Bibliographie

- I. Comptes rendus d'ouvrages . . . . . 898
- II. Bibliographie thématique . . . . . 901
- III. Actualités bibliographiques . . . . . 903
- IV. Sélection d'ouvrages récents . . . . . 911
- V. Thèses de doctorat . . . . . 912
- VI. Mise à jour de l'encyclopédie Dalloz – Répertoire des sociétés . . . . . 912

## Informations

- I. Statut des coopératives dans l'Union européenne . . . . . 913
- II. La Charte de l'économie sociale . . . . . 915
- III. L'actionnariat salarié . . . . . 916

cation de l'article 64, alinéa de la loi du 25 janvier 1985 (c. com., art. L. 621-65) (non) - vaine poursuite préalable (non), Cass. 3 <sup>e</sup> civ., 23 janvier 2001, note Jean-Philippe DOM . . . . .	847
---	-----

## VII. Droit pénal des sociétés

• Responsabilité pénale des personnes morales - infractions commises par la société absorbée - infraction antérieure à la fusion - condamnation de la société absorbante (non) - application du principe de la personnalité des peines (art. 121-2 CP), Cass. crim., 20 juin 2000, note Isabelle URBAIN-PARLÉANI . . . . .	851
• Société - société à responsabilité limitée - contrôle - commissaire aux comptes - obstacle aux fonctions - commissaire relevé de ses fonctions par un jugement non définitif - justification (non), Cass. crim., 12 septembre 2001, note Bernard BOULOC . . . . .	859
• Société - société par actions - société anonyme - administrateur - responsabilité civile - action sociale - exercice - actionnaire - droit propre - portée, Cass. crim., 12 décembre 2000, note Bernard BOULOC . . . . .	865
• Société - société anonyme - société d'habitation à loyer modéré - administrateur - interdiction de la réception d'un avantage quelconque - acte accompli par le coassocié d'une société civile professionnelle, Cass. crim., 2 mai 2001, note Bernard BOULOC . . . . .	869
• Société - société anonyme - abus de biens sociaux - action publique - prescription - délai - point de départ, Cass. crim., 27 juin 2001, note Bernard BOULOC . . . . .	873

## Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

• ASSOCIATION - membres - pouvoir disciplinaire - exclusion - contrôle judiciaire - dommages-intérêts (CA Versailles 10 <sup>e</sup> ch. sec., 28 juin 2001) . . . . .	879
• SOCIÉTÉ ANONYME - administrateur - contrat de travail - cumul (non) - administrateur déjà en fonction (CA Paris 18 <sup>e</sup> ch. sec. E, aud. sol. 29 juin 2001) . . . . .	880
• SOCIÉTÉ ANONYME - assemblée générale ordinaire annuelle - délai de réunion - prorogation judiciaire (CA Paris 1 <sup>re</sup> ch. sec. A, 2 août 2001) . . . . .	880
• SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL - dirigeants - responsabilité civile - régime - prescription - point de départ (CA Paris 3 <sup>e</sup> ch. sec. B, 5 juillet 2001) . . . . .	881
• SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL - expert comptable - responsabilité - obligation de moyens - situation intermédiaire donnant une image inexacte des comptes (CA Paris 25 <sup>e</sup> ch. sec. A, 12 octobre 2001) . . . . .	883
• SOCIÉTÉ UNIPERSONNELLE - notion - associé n'ayant fait que des apports en industrie (CA Paris 25 <sup>e</sup> ch. sec. A, 6 juillet 2001) . . . . .	883
• SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL - abus de majorité - mise en réserve des bénéfices - décision conforme à l'intérêt social (CA Versailles 12 <sup>e</sup> ch. sec. 2, 1 <sup>er</sup> février 2001) . . . . .	884

## Jurisprudence commentée

### I. Sociétés en général

- Cautionnement - étendue - dettes d'une société - cautionnement par un dirigeant social - dettes postérieures à la transformation de la société, Cass. com. 20 février 2001, note Catherine MALECKI . . . . . 807

### II. Sociétés à responsabilité limitée

- Société à responsabilité limitée - gérant - révocation - associé - volonté de nuire - responsabilité délictuelle, Cass. com., note Bruno DONDERO . . . . . 818

### III. Sociétés anonymes

- Conventions réglementées - groupes de sociétés - convention d'assistance - convention non écrite - convention approuvée par le conseil d'administration - convention à durée indéterminée - autorisation annuelle (art. L. 225-38) (non) - forme particulière (non), Cass. com. 27 février 2001, note Jean-François BARBIERI . . . . . 827

### IV. Sociétés coopératives

- Société coopérative - objet du contrat de coopération - livraison du produit en vue de la production - cadre juridique du contrat de livraison - contrat de coopération - substitution d'un contrat de vente avec réserve de propriété (non), Cass. 1<sup>re</sup> civ., note Bernard SAINTOURENS . . . . . 834

### V. Droit fiscal des sociétés

- Sociétés - participations - abandon de créance à caractère financier consenti à une filiale préalablement à sa cession - moins-value - calcul de la valeur d'origine des titres cédés - abandon non déductible - créance abandonnée ajoutée au prix d'acquisition des titres, Conseil d'État, 16 mars 2001, note Olivier FOUQUET . . . . . 837

### VI. Redressement judiciaire

- Redressement judiciaire - GIE - prêt bancaire - caution - dirigeant du GIE - exercice par la banque des recours contre les cautions - défaut de déclaration de créance à la procédure ouverte contre chaque membre du groupement - application de l'article 2037 c. civ. (oui), Cass. com. 20 février 2001, note Jean STOUFFLET . . . . . 843
- Société civile d'exploitation agricole - redressement judiciaire par voie d'apurement du passif - action d'un créancier contre les associés - appli-

## TABLE DES MATIÈRES

### De la démocratie dans les associations

#### I. Les insuffisances de la démocratie à l'égard des membres de l'association

- Les insuffisances dans les conditions normales de fonctionnement de l'association, par Yves GUYON . . . . . 735
- Les remèdes partiels aux insuffisances de la démocratie dans les associations. L'exemple de quelques associations à statuts spéciaux, par Benoît LE BARS . . . . . 741
- Les remèdes partiels aux insuffisances de la démocratie dans les associations. La situation comptable dans certaines associations « réglementées », par Bernard BOULOC . . . . . 752
- Les remèdes statutaires aux crises de la démocratie dans les associations, par Mazvydas Michalauskas . . . . . 759
- Les remèdes judiciaires aux crises de la démocratie dans les associations, par Isabelle Urbain-Parléani . . . . . 768

#### II. Les insuffisances de la démocratie à l'égard de donateurs

- Les droits reconnus aux donateurs par la loi de 1901, par Paul LE CANNU . 776
- Les droits reconnus aux donateurs par le code civil, par Yvonne FLOUR . 783

#### III. Les insuffisances de la démocratie à l'égard des bénéficiaires des services rendus par l'association

- Liberté d'association et règles de concurrence, par Gilbert PARLÉANI . 791

### Doctrine

- Remarque sur les modifications concernant les offres publiques d'acquisition résultant de la réforme du CMF en date du 17 juillet 2001, par Dominique CARREAU et Hervé LETRÉGUILLY . . . . . 799

Revue

des  
sociétés



DIRECTEUR  
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF  
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ